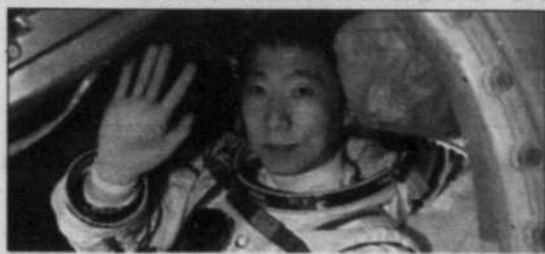


## SCIENCES

Les Chinois renoncent à demander la Lune

Page B 6



## IDÉES

La culture, c'est se tenir debout dans la masse

Page B 5

## LE DEVOIR

CABIER  
B

## PERSPECTIVES

Une clientèle courtisée

## Les jeunes dans la mire des politiciens

Les partis doivent parvenir à rejoindre les 18-29 ans en période estivale

ALEC CASTONGUAY  
LE DEVOIR

Les jeunes, encore cette année, constituent un mystère que les partis politiques devront percer pour faire grimper le taux de participation au scrutin fédéral du 28 juin prochain. Mauvaise nouvelle: ce scrutin pourrait s'avérer l'un des pires depuis longtemps, puisque les jeunes ne semblent pas plus enclins à se rendre aux urnes cette année que par le passé.

Selon un coup de sonde de la firme Environics dans tout le Canada au début du mois de mai, 43 % des jeunes de 18 à 29 ans ont déjà décidé de ne pas aller voter. Le sondage fait ressortir que cette tranche d'âge a l'impression que son impact sur le résultat final est négligeable. «Le vote des jeunes, c'est la loterie!», lance Kristoff Talin, spécialiste de la sociologie électorale à l'UQAM.

De plus, les jeunes sont éparpillés et difficiles à rejoindre pour les partis. Les universités et les cégeps maintenant fermés, il n'y a plus de cible évidente où les atteindre. «En plus, la date tombe quelques jours avant les déménagements. Et ceux qui ne sont pas dans leurs boîtes peuvent être dans leur famille en région ou en voyage», souligne André Blais, titulaire de la chaire de recherche du Canada en étude électorale à l'Université de Montréal.

«Faire des élections après le 24 juin, c'est Gilles Duceppe que ça doit achaler le plus»

«Atteindre les jeunes sera tout un défi, concède Pierre Claude Nolin, sénateur conservateur qui est associé de près à la campagne électorale du PC au Québec. On ne rejoint pas les jeunes comme les autres groupes d'électeurs. Ils ne sont pas sédentaires et ne sont pas souvent à la maison. Il faut trouver un moyen de les épingleur quelque part, comme lorsqu'ils sont en groupe.»

Le Parti conservateur refuse de dévoiler sa stratégie complète, qui de toute façon n'était pas prête il y a une semaine. «On y réfléchit encore, avouait Pierre Claude Nolin. On a pas mal de jeunes candidats, ce qui est bien. Il faut aussi trouver des thèmes qui les touchent. Mais à la base, pour tous les partis, il faut briser le mur, briser la perception que la politique est une affaire de vieux.»

L'effort de mobilisation au Québec est plus exigeant pour le Parti conservateur et le NPD, qui ne peuvent compter sur l'appui massif des militants d'un parti provincial pour les aider sur le terrain. Au NPD, pratiquement absent du radar des Québécois aux dernières élections, tout est à faire pour inciter les gens à aller voter.

Pour attirer les 18-29 ans, le parti compte sur le charisme de Jack Layton, «qui suscite la curiosité et la confiance». «On l'a senti lors des focus groups avec les jeunes», soutient Jacques Thériault, directeur des communications du NPD au Québec. L'accent sera également mis sur les candidats, dont environ le tiers (20 sur 75) au Québec ont moins de 26 ans. Aucune publicité particulière n'est prévue. «L'image de jeunesse va se refléter dans notre message», soutient



## Le fidèle héritier de Jean Chrétien

La stratégie libérale en santé reste conforme aux visées des mandarins fédéraux

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

C'est devenu une habitude. Chaque fois que le gouvernement fédéral laisse miroiter un refinancement pour la santé en faveur des provinces, ce refinancement apparaît assorti de conditions. Malgré les démentis de Paul Martin, qui a soutenu qu'«il n'était pas question de normes nationales», le «projet de Paul Martin pour de meilleurs soins de santé» ne fait pas exception. Le document électoral que le chef libéral a présenté cette semaine est truffé de références à des objectifs nationaux, à des stratégies nationales, à une approche nationale et à un seul et unique système de santé au Canada.

Au moment où s'amorcent les négociations qui devaient conduire, en février 2003, au refinancement fédéral en santé, un haut fonctionnaire avait confié au *Devoir* qu'Ottawa entendait forcer les provinces à fournir des données sur le rendement de leurs systèmes de santé respectifs pour ensuite être en mesure d'imposer des normes «nationales». Élément primordial de la plate-forme des libéraux fédéraux, le plan de Paul Martin visant à réformer «le système de santé au Canada» est une évolution en droite ligne de la stratégie mise en avant par Jean Chrétien lors de cette ronde de négociations entre les premiers ministres, négociations qui se sont soldées par une injection triennale de 12 milliards en santé.

À la faveur de l'«entente» de février 2003 (les premiers ministres provinciaux ne voulaient pas utiliser le mot «entente» puisqu'ils n'avaient pas signé l'accord final), le gouvernement fédéral avait réussi à renforcer l'échange entre les provinces de données basées sur des indicateurs de performance. Ces données sont désormais colligées par un organisme fédéral, l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS). En outre, Jean Chrétien était parvenu à faire accepter à huit des dix provinces la création du Conseil national de la santé (CNS). Seuls le Québec et l'Alberta n'y participent pas. Le CNS, qui a amorcé ses activités en janvier 2004, a pour mandat de superviser le respect de l'entente de février 2003 par les provinces et de définir des stratégies «nationales», notamment au regard des délais d'attente et des soins de première ligne.

Le plan de Paul Martin va plus loin. Déjà, le ministre fédéral de la Santé, Pierre Pettigrew, dans un

discours prononcé à Toronto le 20 avril dernier, avait déclaré que le gouvernement fédéral ne se contenterait plus d'être «un simple banquier» et «un partenaire silencieux». Il est prêt «à franchir la prochaine étape pour devenir un partenaire à part entière du système, à partager le risque de maintenir et d'améliorer le système au fil des ans et de façonner son avenir».

## Le temps d'attente

«Un gouvernement libéral s'attaquera directement aux temps d'attente» en mettant en œuvre une «stratégie nationale de réduction de temps d'attente», peut-on lire dans le document dévoilé cette semaine. D'abord, à l'échelle canadienne, seront définis des délais d'attente médicalement acceptables. Puis, un groupe d'experts médicaux travaillant avec le Conseil national de la santé déterminera s'il y a des cas d'attentes inacceptables dans les réseaux de santé de chacune des provinces. Le Fonds de réduction des temps d'attente, doté de quatre milliards de dollars, vise quatre types de chirurgies ou de traitements: pour le cancer, les maladies coronariennes, le remplacement d'articulations et les cataractes. Le plan dit «cinq en cinq» comprend aussi ce cinquième élément: les diagnostics par imagerie, où le secteur privé est d'ailleurs très présent au Québec comme dans d'autres provinces. Ce plan «établira des objectifs de temps d'attente nationaux», affirme-t-on.

De plus, un gouvernement libéral mettra en œuvre «un programme national de soins à domicile» dont l'enveloppe de deux milliards sera accessible aux provinces qui auront adopté une loi visant à fournir au moins un éventail de services offerts *coast to coast*. Pour les médicaments, un gouvernement dirigé par Paul Martin «définira une approche nationale qui fournira une couverture de base à tous les Canadiens» et adoptera une loi pour lancer «une stratégie nationale du médicament».

## Normes nationales

Approches, stratégies, objectifs nationaux: ce sont là, en clair, des normes nationales; affirmer autre chose, c'est jouer sur les mots. En fait, la démarche de Paul Martin semble être la suivante: les provinces ont défini des priorités et des objectifs qui sont les mêmes que le gouvernement fédéral; faisons-en donc des normes nationales. Les normes fédérales ne seront pas imposées mais elles seront.

«Il y a deux logiques qui s'affrontent: il y a d'une

part une logique qu'on retrouve surtout à l'extérieur du Québec, qui voudrait faire du système de santé canadien un système de santé plus unitaire et plus centralisé», a constaté cette semaine le ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, lorsqu'il a réagi à l'annonce de M. Martin. La logique québécoise veut qu'il existe plusieurs systèmes de santé au fédéral.

Par le passé, le Québec avait toujours réussi à éviter de se plier aux exigences fédérales. Sans reconnaître le droit constitutionnel d'Ottawa d'imposer la loi canadienne de la santé, les gouvernements québécois successifs ont toujours soutenu qu'ils en avaient adopté les principes. En ce qui a trait à l'obligation de respecter l'allocation spécifique des fonds ciblés fédéraux (pour l'équipement médical, l'information et les centres hospitaliers universitaires), le gouvernement du Québec n'en a guère tenu compte: les sommes étaient versées au fonds consolidé. L'argent est entièrement consacré à la santé et est judicieusement dépensé, merci, bonjour!, répondait Québec au fédéral.

Selon Robert Bernier, consultant auprès du gouvernement fédéral et politologue à l'École nationale d'administration publique (ENAP), Paul Martin fait fausse route en tentant d'imposer des normes nationales en santé. Autant le gouvernement fédéral peut tirer avantage, sur le plan de la visibilité et de l'influence, à tisser des liens directs avec les municipalités, autant il n'a rien à faire dans les soins de santé, où les provinces occupent presque tout le terrain. C'est d'ailleurs Robert Bernier lui-même qui avait affirmé au *Devoir* à la fin de 2001 que le gouvernement fédéral n'attendait que l'élection des libéraux de Jean Charest pour investir le terrain des municipalités. La suite des choses semble lui avoir donné raison.

Plusieurs enquêtes indiquent que la population ne perçoit pas comme étant nécessaire la présence du fédéral dans les soins de santé, fait remarquer M. Bernier. D'ailleurs, «92 % des sommes consacrées à la santé par le fédéral sont dépensées directement par les provinces», ajoute-t-il. «C'est pourquoi M. Martin a du mal à vendre son «package» sur la santé, parce que la population ne le croit pas.»

Aux yeux de ce chercheur, Paul Martin s'est trop fait influencer par les mandarins fédéraux. «C'est malheureusement la haute fonction publique fédérale qui, dans sa pensée de gestion à distance, voit encore une fois dans le maintien des standards nationaux un outil de contrôle facile à utiliser», avance le politologue, qui estime qu'il s'agit d'une vision périmée. Les mandrins «confondent unité nationale et standards nationaux en matière de santé», juge Robert Bernier.

## • PERSPECTIVES •

Le taux de participation des Canadiens chute à chaque élection

# Les vacances ou le scrutin?

Les partis politiques redoubleront d'ardeur pour attirer l'attention des citoyens et s'assurer leurs votes



Jean Dion

## Un électeur discret

Autrefois, un comique américain dont j'oublie malencontreusement le nom avait coutume de commencer ses gags par «they put a man on the Moon and...». S'ensuivait l'expression de l'étonnement devant l'inexistence ou le mauvais fonctionnement de quelque truc de nature technologique «alors qu'ils ont été capables d'envoyer un homme sur la Lune». Les commandes à l'auto, genre: pourquoi le son y est-il si mauvais? Il ne s'agit quand même pas d'une communication interstellaire, bondance. Ou pourquoi personne n'a-t-il encore inventé l'eau en poudre?

Personnellement, je me dis que s'ils ont été capables de mettre non seulement un homme sur la Lune mais douze (un petit père Noël autocollant dans le coin de votre copie si vous parvenez à les nommer), ils auraient bien pu concevoir le verre de lunette autonettoyant. Rien au monde, à l'exception de la politique, ne se salit plus vite que des lunettes. Pourtant, on a déjà conçu le four autonettoyant, et chacun sait qu'un four est beaucoup plus difficile à nettoyer que de banales barniques. Mais non. Trop compliqué, je suppose.

De même, je m'étonne de l'absence\* de congélateur macro-ondes. Si on peut chauffer à vitesse grand V avec de petites ondes, pourquoi ne pourrait-on pas faire l'inverse avec de grosses ondes bien dodues, hein? (\* Entendu à la radio jeudi: «Des résidents de Kanesatake ont intenté un recours collectif contre Québec et Ottawa en raison de l'absence de présence policière sur le territoire.» Une absence de présence. Je vous invite à méditer ce concept entre les périodes de hockey ce soir, puis à en discuter avec la famille au brunch demain. Vous verrez, ça crée des liens.)

Et re-de même, que n'a-t-on encore mis au point le téléphone à sonnerie modulée? Une sorte d'appareil savant à filtration. Il y aurait un timbre pour les copains, un autre pour les télémarketeurs et un troisième pour les partis politiques fédéraux. Attention: non pas que je n'apprécie point obtenir des nouvelles de mes candidats. Au contraire. Mais cela m'éviterait d'être pris au dépourvu.

Le premier, et le seul à ce jour, a été le Bloc. «Bonjour, suis-je bien chez mononcle Rogatien?» – «Pour vous servir, ma bonne dame.» – «Vous êtes au courant qu'il y a des élections fédérales?» Voyez, comme ça à brûle-pourpoint, j'ai répondu oui, interrogeant simultanément mon Ford intérieur pour savoir sur quelle planète il fallait habiter pour ne pas être au courant de ça. Suffit d'aller au dépanneur ou à son estaminet du coin de la rue pour croiser 34 affiches électorales. D'ailleurs, n'ai-je pas dit à la dame, j'ai deux excellentes raisons d'être au courant: 1- je fais profession excessivement rémunérée de traquer la bêtise, alors imaginez; et 2- je me suis justement cogné la tête, l'autre jour, sur une affiche de votre candidat. J'étais distrait, déambulant tout en étant occupé à soupeser les différents scénarios de refonte de la formule de calcul de la péréquation, lorsque la collision survint.

Ce qui nous rappelle que les affiches électorales, l'avez-vous remarqué, se portent plutôt bas cette année. Avant, ils les juchaient tout en haut des réverbères, question d'éloigner les graffitis, les moustaches et autres yeux au beurre noir, quand ce n'était pas carrément la défiguration. Mais il semble que nous soyons collectivement devenus plus sages, et ils les ont rabaisées à hauteur d'homme. Après enquête exhaustive, seul mon néo-démocrate s'est fait, à un endroit, découper le faciès au complet. Aussi vous le demandé-je: si c'est rendu que la droite se livre au vandalisme, où s'en va-t-on?

Donc, si je n'avais pas été surpris par l'appel, j'aurais dit non, savais pas. Fédérales, vous dites? Pourriez-vous me résumer le programme des quatre principaux partis, particulièrement sous l'angle de la politique socioéconomique, afin que je prise une décision éclairée? (Attention, cette tactique de retournement du dépourvu ne s'applique pas aux témoins de Jéhovah, à moins que vous ne déteniez la preuve qu'il existe un sixième livre au Pentateuque.)

«Et est-ce que notre candidat peut compter sur votre appui?» – «Avant de vous le dire, faut que je vous raconte quelque chose. J'ai eu une enfance troublée. Quand j'avais six ans, j'ai regardé à la télé un congrès du Crédit social du Canada et...»

Sur leur carte de pointage, ils inscriront: «Électeur discret. Sert à rien de le rappeler. Surtout, rappelez-le pas.»

Il faut espérer que jamais au grand jamais le Canada ne se dotera d'élections à date fixe. Regardez ce qui se passe aux États: la campagne dure deux ans, ça ne finit plus. Alors qu'ici, nous obtenons du concentré de divertissement. Un mois de pures délices, au féminin comme l'amour et l'orgue quand ils (elles?) sont au pluriel. Never a dull moment, comme disait Hippolyte Taine.

Prenez Jean Lapierre, par exemple. Avouons qu'il déménage. Un authentique plaisir de le voir planter des journalistes. Déjà, j'avais appris à apprécier sa personnalité complexe en regardant *Le Grand Journal*. Fini *Le Téléjournal*, je me suis fait avoir par le démon de l'assuétude, ma dose de meurtres, de feux et de vols quotidiennement. Et ces entrevues à l'emperte-pièce. Je m'en retrouvais presque trop essoufflé pour 110 %.

Jean Lapierre est aussi une illustration du progrès du bilinguisme. Circulez dans Laurier, vous verrez que l'affiche du candidat libéral porte la mention «L'Équipe Martin». Passez illico dans Outremont, vous lirez «L'Équipe Martin Team». C'est beaucoup mieux qu'en 1972, lorsque nos valeureux porte-couleurs qui affrontèrent l'URSS au hockey portaient des chandails «Team Canada Equipe». (A contrario, le Parti conservateur traduit très mal. Son slogan en français est «C'est assez!» et, en anglais, «Demand Better». Pourriez pas être moins clair, juste un peu?)

Paul Martin, qui est un homme extrêmement intéressant à écouter, a dit de Jean Lapierre que son seul problème était qu'il avait fait autre chose avant de revenir en politique. Sous-entendu: lui n'a pas passé les 15 dernières années de sa vie à raconter des mentes-ries. Il parle trop. Alors que moi, premier ministre non élu, je prépare si bien mes interventions que je me suis enfiévré sur la date des élections et sur ce gouvernement minoritaire.

Encore quatre semaines de plaisir.  
jdion@ledevoir.com

Slogans, pancartes, discours et arguments. Les partis politiques fédéraux peuvent bien se démener pour convaincre les électeurs de faire un X à côté de leur nom le jour du scrutin. Les formations font face à une embûche de taille: retenir l'attention des citoyens, plus attirés par les vacances et les terrasses que par la politique.

ALEC CASTONGUAY  
LE DEVOIR

Les partis politiques font face à un immense défi pour les élections du 28 juin prochain: celui d'attirer l'attention des citoyens, plus portés sur les piscines et les terrasses que sur la politique. Sans aucun doute, la température aura son mot à dire.

«Le taux de participation pour les scrutins en été ou en hiver est toujours un peu plus faible. C'est sûr que la température joue. C'est d'ailleurs pour ça qu'il y a très peu d'élections à ces périodes de l'année», explique André Blais, professeur de science politique à l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études électorales.

En fait, les Canadiens n'ont pas eu à voter à une date aussi avancée de la belle saison depuis 30 ans, alors que Pierre Elliott Trudeau avait convié les électeurs aux urnes le 8 juillet 1974. Le taux de participation avait alors fléchi de trois points par rapport à la moyenne de 74 % des scrutins précédents.

Mais depuis, les choses ont bien changé. La population se désintéresse du débat politique et le taux de participation chute à chaque scrutin. En 2000, un creux historique a été atteint lorsque seulement 61 % des électeurs inscrits sont allés voter. Le poids des jeunes générations se fait sentir puisque les études d'Élections Canada démontrent que la participation électorale augmente avec l'âge. En 2000, à peine le tiers des 18-29 ans ont exprimé leur vote au Québec. Inversement, les 58 ans et plus ont voté dans une proportion de 80 %.

«Tous les partis cherchent à mobiliser l'électorat et luttent contre l'apathie politique»

«Ce n'est pas propre au Canada. La plupart des pays industrialisés vivent cette désaffection», souligne André Blais. «C'est une tendance lourde depuis 20 ans, le déclin est constant.» Un scrutin estival complique évidemment le défi de «faire sortir» le vote. André Blais s'attend à un taux de participation oscillant entre 56 et 61 % le 28 juin. «Ce sera un peu plus faible qu'aux dernières élections ou, au mieux, pareil», dit-il.

Fait peu connu, les Canadiens votent désormais dans la même proportion que les Américains, régulièrement accusés de désintérêt chronique et malsain envers la politique. À l'élection présidentielle de 2000, le taux de participation aux États-Unis a été de 51 % de la population en âge de voter. C'est là la distinction importante. En effet, au Canada, on calcule la participation sur la base de la liste électorale et non de la population en âge de voter.

«La population en âge de voter, comme aux États-Unis, ça comprend les immigrants qui ne sont pas encore citoyens américains, les prisonniers et les gens qui n'ont pas fait l'effort de s'inscrire sur la liste électorale», explique André Blais. Or ces gens n'ont pas le droit de vote, mais ils sont calculés quand même. Ça exclut des millions de personnes, ce qui fait chuter artificiellement le taux de participation, qui est sous-évalué.»

Si le Canada avait eu recours à la même méthode de calcul que celle utilisée aux États-Unis, le taux de participation en 2000 aurait été de 54 % au pays, soit à peine trois points de plus que le taux américain. Un taux peu enviable, qui pourrait être atteint ici dans un mois.

### La machine électorale

Devant cette indifférence de plus en plus marquée, les partis politiques redoublent d'ardeur sur le terrain pour inciter les gens à se déplacer jusqu'aux bureaux de vote. Les nombreux coups de téléphone faits par les organisateurs de comté tout au long de la campagne permettent d'établir la liste des citoyens favorables à leur parti. Le jour du vote, une armée de bénévoles s'assure que ces électeurs vont exprimer ce choix.

C'est le jour du scrutin que la puissance de la machine électorale compte vraiment. Il y a un an, lors du scrutin provincial au Québec, l'ADQ a été pénalisée par une organisation jeune et moins expérimentée qui a eu plus de mal que les deux partis bien établis à convaincre ses partisans de se déplacer. La machine libérale, traditionnellement très efficace grâce à

SUITE DE LA PAGE B 1

Jacques Thériault, qui aurait bien aimé pouvoir compter sur des établissements scolaires ouverts.

Le Parti libéral n'avait, semble-t-il, toujours pas trouvé de porte-parole pour expliquer sa stratégie auprès des jeunes la semaine dernière, puisque les nombreuses demandes d'entrevue de *Devoir* sont restées sans réponse. «On a une stratégie globale pour le Québec et c'est sûr que les jeunes libéraux vont être très actifs», s'est contentée de dire Irène Marcheterre, porte-parole libérale pour la province.

### Les mesures du Bloc

Sans surprise, faire sortir le vote des jeunes est crucial pour le Bloc québécois. «Faire des élections après le 24 juin, c'est Gilles Duceppe que ça doit acherer le plus, car les jeunes, c'est beaucoup sa clientèle», lance



Paul Martin, en compagnie de son épouse Sheila, part en campagne électorale.



Gilles Duceppe était prêt pour la campagne électorale.



Stephen Harper a tenu à encourager les Flames lors de son passage à Calgary.

ses nombreux bénévoles, sera-t-elle aussi bien huilée? Plusieurs comités qui ne se sont pas encore rétablis de la rivalité interne entre les clans Martin et Chrétien pourraient avoir plus de difficulté à l'occasion du sprint final, notamment dans le nord-est du Québec.

Cette année plus qu'à l'habitude, les organisateurs espèrent aussi, sans le dire haut et fort, que le climat coopérera. Des nuages ou une

pluie fine ne nuiraient pas au taux de participation, entend-on.

«Tous les partis cherchent à mobiliser l'électorat et luttent contre l'apathie politique», souligne Kristoff Talin, professeur invité à l'UQAM et spécialiste de la sociologie électorale. «Mais ça va aussi dépendre de la campagne électorale. Les gens pourraient bien aller voter en grand nombre si le goût de changer les choses est très fort.»

## JEUNES

Pierre-Claude Nolin. En dévoilant ses jeunes candidats et en leur lançant un appel à la mobilisation lundi dernier, deuxième jour de la campagne, le parti souverainiste a montré l'importance pour lui d'atteindre les 18-29 ans. Une véritable machine promotionnelle sera en service pour faire sortir ce vote. Des mesures que le député bloquiste dans Rosemont-Petite-Patrie, Bernard Bigras, n'hésite pas à qualifier d'«exceptionnelles pour une date d'élections exceptionnelle».

Au menu du prochain mois: des envois de cartes postales, des messages publicitaires qui rappellent l'importance d'aller voter, des campagnes de sensibilisation dans les campings, des annonces sur Internet et même des tournées de bars! «On a fait des projets-pilotes dans les bars lors de différentes élections partielles», mentionne Bernard Bigras, le chef d'orchestre du plan bloquiste. De mémoire, c'est la première fois que c'est essayé à grande échelle par un

parti. Faut dire que ce n'est pas à toutes les élections que les terrasses sont ouvertes!»

En raison de la date des élections, plus le mois de juin prendra de l'âge, plus l'attention du public diminuera. Le Bloc veut donc utiliser tous les moyens permis par la loi. Le vote par la poste sera suggéré, tout comme celui par anticipation. Et le principal cheval de bataille sera le directeur de scrutin de chaque circonscription. La loi permet d'aller voter en tout temps entre le déclenchement officiel de la campagne et cinq jours avant le scrutin. Il suffit de se rendre au bureau de son directeur de scrutin.

«À chaque appel téléphonique que nous ferons, si la personne est sûre de voter pour le Bloc, on va lui conseiller d'aller voter tout de suite», dit Bernard Bigras. Nous aurons des voitures et des chauffeurs de prêts. A Longueuil, l'organisation cherche à faire voter 50 personnes par jour. Chaque circonscription a ses objectifs et ses stratégies.»

## • PERSPECTIVES •

Le débat référendaire s'engagera vraiment à partir de demain

# Défusions : la campagne commence... encore

Après une semaine de relative accalmie à la suite de la fermeture des registres, le débat référendaire sur les défusions s'engagera vraiment à partir de demain à Montréal. Quelle sorte de campagne feront les camps en présence? Et après le 20 juin? Nous nous pencherons dans ce texte sur quelques énigmes posées par la fameuse loi 9.

ANTOINE ROBITAILLE  
LE DEVOIR

Ce sera une campagne de terrain pour Gerald Tremblay et les partisans de la grande ville, contrairement à celle des registres, où il avait opté pour la formule des assemblées publiques, de type «town hall meetings». L'équipe du maire refuse de dire que cette dernière étape s'est soldée par un échec. Car ces assemblées, fait valoir Martine Painchaud, porte-parole de l'UCIM (le parti du maire Tremblay), ont été courues et mouvementées à plusieurs endroits, comme à Pointe-Claire et à Côte-Saint-Luc, et relativement désertées mais tout aussi mouvementées ailleurs, comme à Westmount et à Saint-Laurent. Reste qu'elles n'ont sans doute pas fait bouger l'opinion d'un iota et ce sont 22 référendums qui se tiendront sur l'île de Montréal le 20 juin.

Ce revers a ébranlé le maire Tremblay, qui a concédé en public la perte prochaine, pour Montréal, de près de huit anciennes villes: celles qui ont déjà, à l'étape du registre, atteint le seuil de 35 % des électeurs inscrits. Rappelons que, le 20 juin, les anciennes villes seront recrées si le oui l'emporte avec 50 % des voix plus un vote, mais seulement si cette majorité représente au moins 35 % des électeurs inscrits. Ceci donne une importance sans précédent à la liste électorale, qu'on révisera une seconde fois entre le 3 et le 5 juin. C'est d'ailleurs là la principale activité des défusionnistes, dans un premier temps: faire en sorte que les listes soient les plus «propres» possible.

Dans les comités du non, on semblait plutôt déconcerté cette semaine. Sauf peut-être à Anjou, où le comité, dirigé par l'élu Carol Beaupré, a déjà commencé à faire du porte-à-porte. À Westmount, le comité du non aux défusions — qui existe bel et bien — a diffusé un texte d'opinion, hier, faisant valoir que

*«la défusion n'est pas plus une option viable dans la nouvelle grande ville que ne l'était la séparation du Québec dans une fédération de provinces appelée Canada».* Quant aux membres de Coalition Montréal, groupe de quelque 200 personnalités montréalaises opposées aux défusions, ils ont confié au *Devoir* qu'ils songeaient à faire un autre grand rassemblement public. Mais rien n'est décidé pour l'instant.

Le maire Tremblay a concédé en public la perte prochaine, pour Montréal, de près de huit anciennes villes

### Référendum panmontréalais

Signe de désespoir aux yeux des défusionnistes, une idée effectuée un bref retour, cette semaine, dans les cercles en faveur de la grande ville: que le maire tienne un référendum, après le 20 juin, dans l'ensemble de l'île, sur «l'adhésion» à un Montréal unifié. Un référendum distinct, qui serait organisé par la Ville et auquel tous les citoyens de l'île seraient conviés. À un certain moment mardi, Christiane Miville-Deschênes, attachée de presse du maire Gerald Tremblay, a même dit qu'une telle possibilité «n'était pas totalement exclue».

Il faut savoir qu'une option analogue de deux référendums avait été présentée au gouvernement libéral en septembre 2003 par Benoît Labonté, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Labonté, qui a depuis fondé Coalition Montréal, avait demandé au gouvernement Charest de tenir une consultation publique sur l'adhésion aux nouvelles villes avant d'ouvrir les registres menant aux référendums sur les défusions. M. Labonté explique que «les citoyens auraient ainsi eu la possibilité d'approuver le plan de réorganisation de leur ville». Si une majorité de citoyens dans les anciennes villes fusionnées avait répondu par la négative, «alors seulement les registres auraient été ouverts pour la tenue d'un deuxième référendum». Mais comme on le sait, ce n'est pas le processus que le ministre Fournier a choisi.

### Idee morte

Une île, un référendum: «L'idée était excellente», dit maintenant Benoît Labonté, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, mais «elle est maintenant morte». Il est trop tard, selon lui.

Pourtant, elle découlait «tout naturellement» des déclarations faites par Coalition Montréal (CM) et par le maire de Montréal. Les deux ont signalé qu'une majorité écrasante de citoyens de l'île est en faveur de la grande ville. Le maire Gerald Tremblay soulignait la semaine dernière qu'en ne se rendant pas signer le registre, «73 % de la population a signifié son adhésion à la nouvelle ville. Il ne reste donc que 27 % de la population à convaincre», a-t-il dit, sans trop de conviction. Quant à Coalition Montréal, dans son communiqué diffusé le même soir, elle allait jusqu'à remettre en question le processus actuel: «Il faut se questionner sur la valeur démocratique d'un exercice où 7 % des électeurs inscrits [soit ceux qui ont signé les registres] permettent à 28 % [soit le nombre total d'électeurs dans les secteurs où sera tenu un référendum] de décider de l'avenir de l'organisation municipale de Montréal.» En



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Westmount est parmi les villes où au moins 35 % des électeurs se sont inscrits.

fait, poursuivait CM, «avec plus de 84 % des électeurs des anciennes banlieues qui n'ont pas signé les registres, force est de constater qu'une forte majorité de citoyens croit au plein potentiel de la grande ville».

Selon Simon Brault, de Culture Montréal et de Coalition Montréal, on a beau qualifier l'exercice du 20 juin de démocratique, «au fond, si on n'est pas opposé à l'existence de la ville, on ne peut même pas avoir voix au chapitre».

À son sens, ce référendum «n'est pas fondamentalement démocratique parce qu'il prive d'expression démocratique la très grande majorité des habitants de l'île», ce qu'un autre référendum, panmontréalais celui-là, aurait permis. Mais M. Brault fait remarquer que, sans avoir recours à un référendum, on pourrait tout aussi bien démontrer, «par un grand sondage, le refus des défusions d'une très grande majorité d'habitants de l'île et leur adhésion à la grande ville».

## La loi 9: le monstre

La défusion, c'est le retour de la «ségrégation socioéconomique».

— Marie-Claude Prémont

ANTOINE ROBITAILLE  
LE DEVOIR

Puisqu'il semble acquis que Montréal perdra plusieurs arrondissements le 20 juin, tout comme d'autres villes elles aussi menacées d'éclatement, on tente de prévoir ce qui se produira lorsqu'on mettra la loi 9 en application, non plus dans son volet consultatif mais dans celui de l'organisation territoriale.

Or c'est une loi mal aimée par tous les camps. Les défusionnistes comme Peter Trent, ancien (et futur?) maire de Westmount, et Andrée Boucher, ancienne mairesse de Sainte-Foy, ont déjà affirmé qu'ils demanderont des modifications à la loi, notamment en ce qui a trait à son institution centrale. Trent parle de «patente qui n'est pas démocratique» en raison du trop grand pouvoir que Montréal y possède. Certains juristes, comme Marie-Claude Prémont, de l'université McGill, qui a travaillé sur l'histoire de la fiscalité locale au Québec, affirment que la loi 9 a été tellement improvisée qu'elle réserve bon nombre de surprises inquiétantes. C'est, selon ses mots, une «bête informe et difforme» qui permettra de réinstaller des «refuges de privilèges fiscaux», c'est-à-dire de petites villes où les taxes sont moins élevées en raison de la grande richesse foncière. C'est le retour, dit-elle, de la «ségrégation socioéconomique». La fusion, selon elle, avait au moins l'avantage de mettre fin, graduellement, à ces refuges.

### Conseil d'agglomération

Le conseil d'agglomération, dans la loi 9, c'est une nouvelle structure, toujours qualifiée de «légère» par le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier. Ce conseil servira ainsi à chapeauter les villes défusionnées et ce qui restera de la ville centre, celle autour de laquelle on avait fusionné les autres villes. Dans la métropole, par exemple, c'est la Ville de Montréal qui contrôlera l'agglomération (si la loi 9 ne change pas). Son maire en deviendra président d'office et la ville centre aura la majorité assurée des voix au conseil puisque la répartition sera faite en fonction de la population. De plus, elle aura un droit veto. Marie-Claude Prémont esti-

me que le fait que la Ville de Montréal exercera ses compétences exclusives «non pas par le conseil municipal mais directement par le conseil d'agglomération» pourrait créer des problèmes d'ordre démocratique.

Ce qu'on craint par-dessus tout, ce sont les ambiguïtés de la loi 9 en ce qui a trait au partage des compétences entre l'agglomération et les villes défusionnées. Dans la fédération canadienne, il y a près de 140 ans qu'on se dispute sur une question semblable: quelles sont les compétences propres au fédéral, celles propres au provincial et celles qui sont partagées? Des tonnes de jugements, parfois contradictoires, sont venus et viennent encore trancher ces questions. (Coïncidence ou présage? Les numéros des articles où on définit les pouvoirs respectifs des ordres de gouvernement sont à peu près les mêmes dans la Constitution du Canada et dans la loi 9: articles 90 et suivants!) Est-ce ce qui attend les Montréalais une fois que certaines villes auront défusionné? Surtout qu'en retrouvant leur personnalité juridique, les villes reconstituées pourront se lancer dans des combats juridiques, comme l'a confirmé Luis Miranda, ex-maire d'Anjou et ardent militant défusionniste. Des querelles du type «déséquilibre fiscal» sont presque assurées.

Exemple de contentieux: qui sera responsable des parcs industriels? Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre Fournier, prétend que le partage sera simple. S'ils sont publics, les parcs industriels relèveront de l'agglomération, mais s'ils sont privés, ils seront alors taxés à la fois par l'agglomération et par la ville reconstituée. Mais plusieurs, comme Mme Prémont, estiment que les ambiguïtés de la loi sont nombreuses, ce qui donnera lieu à des «chicanes» comme celles qui ont fait les beaux jours des communautés urbaines.

Les citoyens des villes défusionnées recevront-ils un ou deux comptes de taxes? Stéphane Gosselin affirme que ce sera à la discrétion des administrations en place. Selon lui, il y a trois possibilités: que le conseil d'agglomération et la ville reconstituée envoient chacun de leur côté leur compte de taxes respectif. Mais des ententes seront possibles, dit-il: les comptes pourraient être expédiés dans la même enveloppe ou encore être réunis sur un même document, comme c'était le cas à l'époque de la communauté urbaine. Bref, bien des choses restent encore à déterminer.



Michel David

## L'esprit Chrétien

Il n'y a pas si longtemps, la perspective de voir Paul Martin succéder à Jean Chrétien angoissait les péquistes, qui voyaient en lui un deuxième Brian Mulroney.

Même s'il apparaissait hautement improbable qu'il puisse ou veuille vraiment changer la dynamique centralisatrice du fédéralisme canadien, le nouveau ton qu'il allait donner aux relations fédérales-provinciales risquait de rendre la souveraineté nettement moins attrayante.

À l'époque où M. Martin n'était encore qu'un dauphin en mal de putsch, son entourage le disait à la recherche de celui qui saurait lui écrire un discours comme celui que M. Mulroney avait prononcé à Sept-Îles en septembre 1984, ouvrant la voie au «beau risque». On laissait même entendre que Pierre Marc Johnson aurait été disposé à rendre certains services.

Finalement, M. Martin n'a jamais réussi à trouver son Lucien Bouchard. En comparaison, Jean Lapierre fait figure de Lilliputien. Ses talents d'animateur public convenaient nettement mieux aux tribunes téléphoniques. Certes, il est assez divertissant de le voir multiplier les bourdes, mais la politique requiert d'autres qualités, comme son chef le lui a gentiment souligné.

On peut comprendre le désarroi des libéraux de Jean Charest, qui espéraient un nouveau Mulroney autant que les péquistes le craignaient mais qui découvrent aujourd'hui dans le chef de la maison-mère fédérale une sorte de réincarnation de Jean Chrétien. Ce dernier a fini par partir, mais son esprit est toujours là, et M. Martin, trop mièvre pour en imposer un autre, semble très bien s'en accommoder.

Peut-on imaginer une expression illustrant mieux l'esprit Chrétien que ce principe du donnant-donnant, que M. Martin entend faire prévaloir dans les discussions avec les provinces sur le financement des services de santé? Même l'ex-premier ministre, dont la subtilité n'était pourtant pas la qualité première, n'aurait pas osé exprimer aussi patement son intention d'empêcher sur les champs de compétence des provinces.

Par définition, l'adoption de lois par la Chambre des communes afin d'encadrer les futures interventions d'Ottawa en matière d'assurance-médicaments et de soins à domicile traduit l'arbitraire fédéral.

Le nouveau «pacte avec les villes et les collectivités» annoncé hier, qui ne reconnaît aux provinces qu'un rôle de courroie de transmission entre Ottawa et le monde municipal, procède du même réflexe envahissant.

Il était au moins permis d'espérer que le départ de M. Chrétien entraînerait un changement dans l'attitude des libéraux face au nationalisme québécois, qu'on s'est employé à noircir depuis des années, jusqu'à faire du projet souverainiste un véritable crime contre la morale universelle, pour mieux justifier l'intransigence fédérale, qui a résulté dans le programme de commandites et la Loi sur la clarté.

La mise à l'écart de Stéphane Dion pouvait laisser croire qu'on cesserait d'y voir une manifestation d'ethnocentrisme. Là encore, l'esprit du plan B a survécu à son concepteur, qui doit bien se demander pourquoi il est tombé dans une telle disgrâce.

Son successeur aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Pierre Pettigrew, était tout à fait dans sa lignée de pensée cette semaine quand il a dit voir une

mentalité d'exclusion dans le slogan du Bloc québécois, «Un parti propre au Québec». Il n'a pas voulu aller jusqu'à accuser le Bloc d'ethnocentrisme, mais son allusion au caractère hétérogène du quartier montréalais de Parc-Extension, qui fait partie de sa circonscription, suggère fortement que c'est ce qu'il avait à l'esprit.

Il faut dire que M. Martin avait lui-même donné l'exemple en évoquant «le vigneron officiel du Bloc québécois». De toute évidence, ce n'était pas à l'architecte de la Caisse de dépôt ou du REA qu'il pensait mais à celui qui a stigmatisé le vote ethnique le soir du référendum de 1995. Pour que M. Parizeau se tienne tranquille, le chef du PLC aurait pu s'abstenir de cette petite mesquinerie. Le mieux qu'il a trouvé à balbutier, en guise d'excuses, est que lui aussi apprécie le vin. Vraiment navrant.

On comprend que le premier ministre Charest ait interdit à ses troupes, du moins celles qu'il est en mesure de contrôler, de prêter main-forte aux libéraux fédéraux, comme le rapporte ma collègue Kathleen Lévesque. Cette fois-ci, les intérêts du Québec coïncident avec ceux de son parti. Ni l'un ni l'autre n'ont avantage à ce que le PLC réussisse à former un gouvernement majoritaire.

Les nouveaux empiètements sur les champs de compétence des provinces projetés par M. Martin démontrent à l'évidence l'existence du déséquilibre fiscal qu'il persiste à nier. M. Charest a beau être conciliant, il y a tout de même des limites à la complaisance. Si le déséquilibre fiscal empêche vraiment le Québec de satisfaire ses besoins vitaux, comme le plaident ses ministres, un minimum de cohérence s'impose.

Un gouvernement minoritaire à Ottawa n'aurait d'autre choix que de se montrer plus respectueux à l'endroit des provinces tandis que M. Martin pourrait légitimement interpréter l'obtention d'une majorité de sièges comme le «mandat clair» de mettre ses projets à exécution.

Déjà au plus bas dans l'estime des Québécois, le gouvernement Charest ne peut tout simplement pas permettre à Ottawa de lui passer sur le corps sans ruiner définitivement les chances de réélection que le PLC conserve encore. Si elle est le statut et les pouvoirs du Québec menacés, la population aura de nouveau le réflexe de se tourner vers le PQ.

Le risque, en laissant les libéraux fédéraux à eux-mêmes, est évidemment de favoriser l'élection d'un gouvernement conservateur. Certes, Stephen Harper reconnaît la réalité du déséquilibre fiscal, mais si le PQ arrive néanmoins à reprendre le pouvoir, un premier ministre issu de l'Alberta, à la tête d'un gouvernement où les Québécois seraient virtuellement absents, deviendrait une formidable «condition gagnante» dans la perspective d'un autre référendum.

mdavid@ledevoir.com

# É D I T O R I A L

## Dure semaine

C'est Jean Chrétien qui a dit un jour de Paul Martin qu'il excellait dans l'art de faire des politiques mais pas dans celui de faire de la politique. Force est de partager ce jugement au terme de cette première semaine de campagne électorale, qui s'est avérée plutôt ardue pour le chef libéral.

**D**evant les difficultés que rencontre la campagne Martin, au Québec comme dans le reste du Canada, on ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec la personnalité de Jean Chrétien, qui était un *campaigner* aux réflexes bien aiguisés.

Cette première semaine fait bien ressortir que la force de M. Martin est de nature «macro» plutôt que «micro». Lorsqu'il s'agit de voir large, le premier ministre se révèle. Cela a été tout particulièrement vrai hier, lorsqu'il a présenté devant la Fédération canadienne des municipalités sa politique de développement urbain, chaudement applaudie par les maires. Cela a aussi été le cas mardi alors qu'il dévoilait sa politique en matière de santé.

Lorsqu'il s'agit de définir un programme électoral cohérent, M. Martin a quelques longueurs d'avance sur ses adversaires. Il y a longtemps qu'il se prépare personnellement en vue de ces élections, qu'il a pu planifier en s'appuyant sur l'appareil gouvernemental. Au surplus, il connaît la marge de manœuvre financière dont dispose Ottawa, ce qui lui permet de promettre avec assurance des milliards aux électeurs. Seulement au cours de cette première semaine, ce sont plus de dix milliards de dollars en nouvelles dépenses qu'il a engagés pour les cinq prochaines années. Et, bien sûr, ce n'est pas fini.

Mais si les différences entre Paul Martin et Jean Chrétien sont importantes sur le plan des personnalités, elles s'estompent sur le plan idéologique, notamment en ce qui a trait au rôle que doit exercer le gouvernement fédéral au Canada. En santé comme à l'endroit des municipalités, M. Martin s'attribue un rôle de défendeur des priorités nationales. Bien que ces deux domaines soient des compétences provinciales clairement définies, il relègue les provinces à un rôle d'exécutant.

Cela ressort clairement dans ses propositions en matière de santé. Tout en jurant ses grands dieux qu'on respecte les pouvoirs des provinces, il se prépare à faire adopter des lois qui définiront les priorités auxquelles il faudra se soumettre pour obtenir l'argent du fédéral. En ce qui concerne les 500 millions que les municipalités québécoises pourraient recevoir pendant cinq ans pour des projets d'infrastructures, le gouvernement Charest ne pourrait pas utiliser cet argent s'il jugeait qu'il y a plus urgent et plus important pour les Québécois.

La réaction du gouvernement Charest devant cela est on ne peut plus saine. Après s'être fait pendant des mois qu'Ottawa n'avait pas de marge de manœuvre financière et qu'une telle chose que le déséquilibre fiscal n'existe pas, on ne pouvait pas laisser passer une telle ingérence. Le mot d'ordre donné à ses militants par le Parti libéral du Québec de se tenir à distance de la campagne Martin est un message non équivoque. On ne tient pas à avoir un gouvernement Martin majoritaire à Ottawa, question d'établir un meilleur rapport de force, favorable aux provinces, pour discuter du déséquilibre fiscal. Celles-ci ne veulent plus être tenues en laisse.

Les libéraux de Paul Martin ne pouvaient pas recevoir plus dur coup en ce début de campagne électorale, surtout que celui-ci vient de gens qu'il croyait ses amis. Peut-être comprendra-t-il qu'il a intérêt à clarifier dès maintenant des rapports avec les provinces afin de ne pas transformer ses alliés naturels en adversaires.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## Message responsable

**S'**il est souhaitable que les politiciens mesurent les conséquences réelles de leurs décisions, les accusations personnelles relèvent du dérapage. Il n'était pas plus justifié l'an dernier, lors du débat des chefs, que Jean Charest rende Bernard Landry responsable des listes d'attente en santé qu'il ne l'est aujourd'hui, de la part de Jack Layton, de mettre des morts sur la conscience de Paul Martin.

Certes, cela a valu de bonnes manchettes au chef du NPD, mais sa déclaration tonitruante — qui lie le décès de sans-abri au désengagement fédéral dans le financement des logements sociaux — le dessert. D'abord parce qu'elle ridiculise M. Layton, qui est pourtant l'un des grands spécialistes de la question du logement au Canada. Il s'y intéresse depuis plus de 30 ans et en a fait un cheval de bataille, tant comme conseiller municipal de Toronto qu'à la tête de la Fédération canadienne des municipalités.

M. Layton a parfaitement compris qu'avoir un logement donne plus qu'un toit mais assure une place, une structure, une vie, une identité. Sans adresse, nul n'existe dans nos sociétés. C'est ce message qu'il devrait marteler plutôt que de sombrer dans la démagogie.

D'ailleurs, le fond même de son propos est douteux. Ainsi, il reconnaît que ses commentaires ne s'appliquent pas à Montréal mais visent Toronto, surnommé «the homeless depot of Canada» tant les itinérants s'y entassent. Or le Québec a lui aussi subi le retrait fédéral. Pourquoi la responsabilité de M. Martin s'arrêterait-elle à la frontière ontarienne?

Il est par ailleurs vrai que l'Ontario affiche un bilan catastrophique en matière de logement social. Mais la responsabilité, politique, en incombe surtout à Mike Harris. Dès son arrivée au pouvoir, en 1995, le chef conservateur avait arrêté tout investissement provincial dans le secteur, stoppant même des projets en chantier. Le Québec, au contraire, a lancé son propre programme de logements communautaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, en 1996.

Quand, au bout de huit ans de retrait (enclenché par le gouvernement Mulroney et poursuivi par celui de Jean Chrétien), le fédéral a réinvesti dans le logement «abordable», en 2001, en contrepartie d'une implication des provinces, l'Ontario a risqué de tout faire déraper. Pas question d'investir dans du logement pour les bas revenus! Il a fallu toute l'habileté politique du ministre Alfonso Gagliano (eh oui, il en a eu dans ce dossier!) pour qu'au moins un «cadre de référence», très souple pour les provinces, puisse être signé.

Le Québec en a largement profité — il affiche même la meilleure performance du pays — alors qu'aujourd'hui encore, l'Ontario traîne les pieds, au point de nuire aux demandes québécoises. En début d'année, la province voisine n'avait dépensé que 4,5 millions des 244 millions que le fédéral lui octroie! Le Québec n'en paraît que plus gourmand auprès d'Ottawa.

Ce sont là des nuances difficiles à faire passer en campagne électorale, mais tourner les coins ronds n'est pas plus rentable. Plutôt que de s'en prendre aux personnes, il vaudrait mieux que M. Layton s'attaque à la promesse libérale d'investir 1,5 milliard en logement social alors qu'en fait, cet argent, réparti entre un lot de programmes, créera bien peu de vrais logis...

jboileau@ledevoir.ca



Bernard Descôteaux



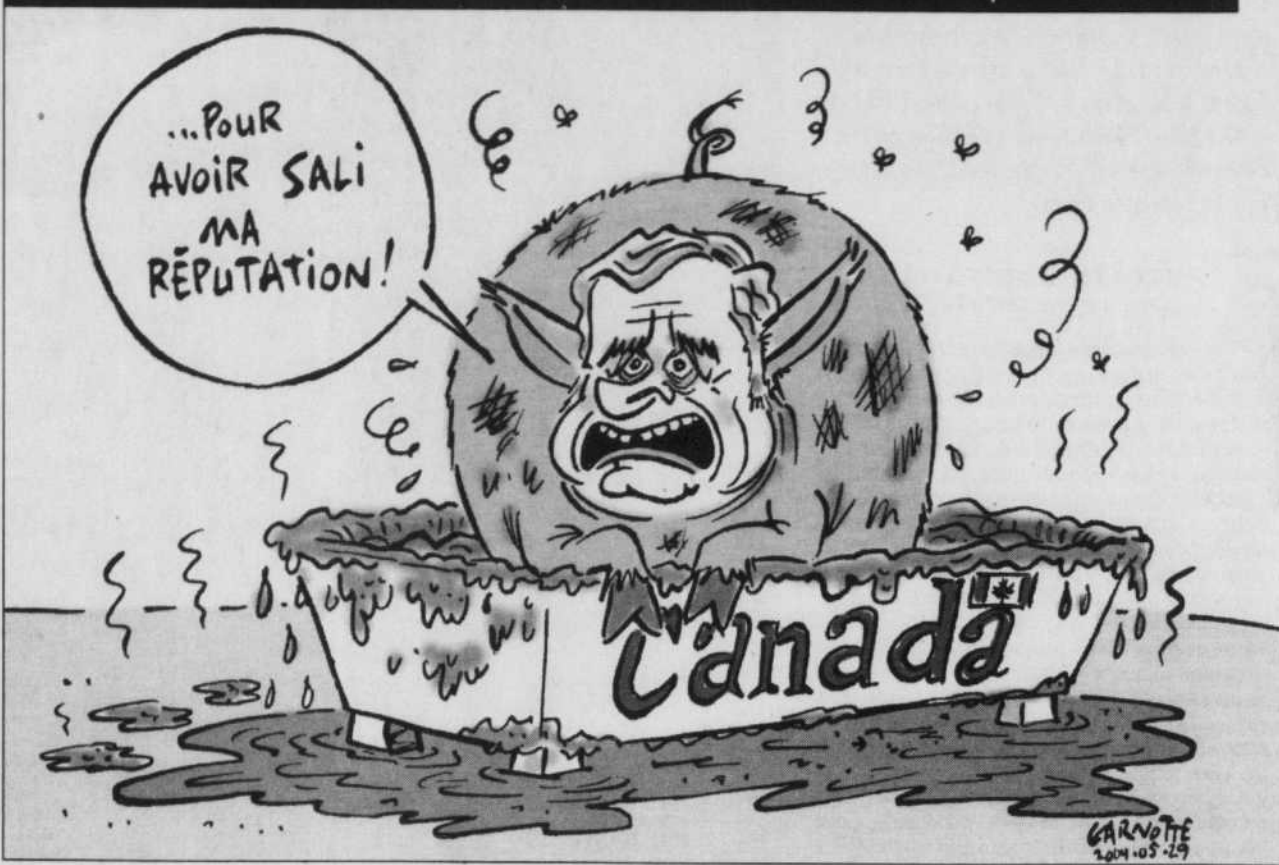
Josée Boileau

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## GAGLIANO POURSUIT LE GOUVERNEMENT MARTIN POUR 4,5 MILLIONS...



## LETTRES

### Imbroglia

Enclenché par l'ouverture des registres du dimanche 16 au jeudi 20 mai et consolidé par le raz-de-marée défusionniste en prévision des référendums du 20 juin prochain, le processus de défusion devrait faire l'objet d'un vaste débat. Compte tenu du jusqu'au-boutisme de certains leaders défusionnistes, qui ne reculent même pas devant la perspective d'une longue et coûteuse guérilla judiciaire, aucun scénario, si abracadabrants semble-t-il, ne saurait être écarté.

D'éventuels référendums gagnants sur les défusions ne nous acheminent-ils pas vers un imbroglia, notamment au chapitre du fonctionnement des conseils d'agglomération, dont l'établissement doit suivre? Devant être mis en place en janvier 2006 au terme d'une transition d'un an et demi, ceux-ci, déjà handicapés par un déficit démocratique appréhendé lui-même accru par une certaine lourdeur de fonctionnement, voire par le recours à l'obstruction systématique (*filibuster*) de la part des représentants de la banlieue comme de celle des élus des partis d'opposition de la ville centre, risquent de donner prise à tous les gauchissements.

Dans la foulée des poursuites dont les défu-

sionnistes ne se gênent pas pour laisser planer la menace, des décisions importantes pour le développement urbain pourraient être mises en ballottage en attendant que les tribunaux se prononcent sur le sujet. La cohabitation entre communautés diverses et le partage du pouvoir et de la richesse en faveur d'arrondissements moins bien nantis, instaurés par la loi 170 (qui créait, entre autres, la grande ville de Montréal), pourraient bien n'avoir été qu'un feu de paille. La rivalité entre l'est francophone et l'ouest anglophone, ainsi que toutes les autres guerres de clochers entre la ville centre et la banlieue, se disputant investissements et retombées économiques, pourraient resurgir et même s'exacerber au lendemain d'éventuelles défusions.

Au lieu de se crispier sur le retour mythique au *statu quo ante*, les défusionnistes doivent faire la preuve que l'intérêt général ne sera pas sacrifié aux intérêts particuliers, y compris ceux ayant trait au sacro-saint compte de taxes. Sans quoi ils devront porter l'odieux non seulement d'avoir œuvré au démembrement des mégacités mais plus encore d'avoir précipité le déclin socioéconomique des nouvelles villes, dont la métropole du Québec, et freiné leur capacité concurrentielle au palmarès des autres grandes villes nord-américaines.

On se prend à rêver que les citoyens des anciennes villes de banlieue, se laissant enfin convaincre par les arguments de gros bon sens, renvoient à leurs planches à dessin tous ces apprentis sorciers de la chose publique municipale.

Pierre Hamel  
Montréal, le 27 mai 2004

### Nous sommes tous témoins

Visiblement, nous ne sommes pas encore assez écœurés de regarder le massacre en Palestine. Cessons de noyer le poisson en accusant les deux peuples de mêmes bêtises. L'un est saturé d'équipements technologiques et militaires et l'autre répand la chair de ses membres porteurs de bombes. Si on se souvient bien, il n'y a pas si longtemps, les kamikazes ont été utilisés en désespoir de cause contre les Alliés.

Aujourd'hui, il faut demander aux citoyens du monde et surtout aux frères des Israéliens, ces juifs de par le monde, de protester et de s'opposer à ce génocide planifié. Nous sommes tous témoins.

Carol Poulin  
Le 19 mai 2004

## REVUE DE PRESSE

# L'apathie du «peuple jeune»

### Antoine Robitaille

**L**es jeunes votent toujours en moins grand nombre au Canada. Fait préoccupant en cette campagne électorale. Tellement que le *Globe and Mail* a décidé d'affecter un journaliste de renom, Michael Valpy, à la couverture d'un «jeune». Pour voir s'il votera.

Celui-ci se nomme Chandler Powell. Il a 23 ans et étudie à l'université de Toronto. Dans quel domaine? Histoire et science politique. Malgré cela, il n'a jamais voté. «Il est malheureusement représentatif de sa génération», indiquait le *Globe* en éditorial jeudi. *Seuls 30 % des électeurs dans la vingtaine ont fait l'effort de voter aux élections de l'an 2000, ce qui a produit le plus bas taux de participation jamais atteint: 61,2 %.* Comment expliquer cela? s'interroge le *Globe*. Certains reprochent aux partis de ne pas aborder les questions qui intéressent les jeunes. D'autres disent que les jeunes trouvent que la politique contemporaine est trop partisane; d'autres encore affirment que la domination d'un ou de deux grands partis fait fuir les jeunes.

«Mais il y a une autre hypothèse», dit le *Globe*: peut-être que les jeunes sont simplement trop centrés sur eux-mêmes pour se donner la peine de s'intéresser à la politique.

Excellente question, en effet, que l'insupportable «jeunisme» ambiant interdit presque. Le «jeune», aujourd'hui, a toujours raison. Comme le consommateur. S'il ne vote pas, c'est qu'on ne sait pas lui parler: il est la victime, et le «système» est le fautif. La politique ne l'intéresse pas? Il faut reformuler le produit. Retravailler la «marque».

Le *Globe* résiste splendidement au «jeunisme». En résumant les trois raisons avancées par Powell pour ne pas voter. Première raison: «Les partis, leurs chefs et leurs programmes ne sont pas imaginatifs et sont assez similaires.» Faux, dit le *Globe*, qui s'exclame, évoquant Platon: «Mais il doit vivre dans une caverne!» Le journal torontois fait remarquer que les options qui s'offrent aux électeurs sont très nombreuses et plus distinctes que jamais. Entre la gauche de Jack Layton et la nouvelle droite de Stephen Harper, il y a un monde. Non seulement il y a le Parti vert, mais en plus, «ceux qui vivent au Québec ont même la possibilité de voter pour un pays qui veut défaire le pays». Ensuite, Powell dit que les principaux thèmes de la

campagne, «soins de santé et impôts», ne le rejoignent pas. «Non? Est-ce que M. Powell projette de ne jamais être malade ou vieux? N'a-t-il aucun grand-parent ayant besoin de soins? [...] Pour ce qui est des impôts, il doit bien espérer avoir un emploi un jour.» Troisième raison du jeune homme pour ne pas voter? Il prétend qu'il n'y a pas suffisamment d'information en période électorale pour se faire une idée bien solide. «Espérons que sa caverne est confortable», rétorque le *Globe* avant d'évoquer les dizaines de pages de journaux et d'émissions de radio, de télé, de sites Internet, consacrés aux élections. «Non», conclut le *Globe*, il n'y a simplement aucune raison valable pour de jeunes personnes comme lui de rester en marge pendant la période électorale. [...] Plutôt que d'adopter une posture de détachement, M. Powell devrait mûrir un peu, s'informer et aller voter.»

Si, dans Google, vous tapez les mots anglais «what is the worst blog in the world» (en français: «quel est le pire carnet Internet au monde»), quel résultat obtenez-vous? La première adresse de la liste est celle du carnet Internet de Paul Martin, autrement dit un journal de bord sur Internet. C'est James Foster, dans le *Moncton Times and Transcript*, qui rapportait l'anecdote jeudi.

La dernière fois qu'il a pu y avoir accès, Foster affirme que l'entrée la plus récente dans le carnet Internet de Martin datait terriblement: elle avait été affichée le 19 octobre 2003. «Peut-être qu'à l'époque, il venait de prendre conscience que le poste de premier ministre lui était acquis. Tenir un carnet Internet devenait superflu.» Pour le chef du NPD, Jack Layton, le journaliste raconte ne pas trouver de carnet actif. Quant au chef néo-conservateur Stephen Harper, Foster prétend n'avoir trouvé dans le prétendu carnet que des bizarreries, dont une sur un repas gratuit dans un restaurant asiatique.

Depuis qu'Howard Dean, candidat à l'investiture du Parti démocrate américain, a réussi, grâce à un tel carnet sur Internet, à faire décoller sa campagne — qui s'est ensuite effondrée, mais c'est une autre histoire —, plusieurs politiciens veulent montrer qu'ils «bioguent», bref qu'ils sont modernes, jeunes. Mais ça donne souvent des résultats déconcertants de vacuité, dit James Foster.

Vacuité, disais-je. Foster donne un autre exemple, qui date de la Fête de la Confédération. Paul Martin avait écrit: «Ce soir, j'ai servi des assiettes de spaghetti avec les gens de la communauté italienne. Mmm! Le clou de la soirée fut ma version personnelle du O Canada. Je n'ai certainement pas les poumons de vedettes canadiennes telles Shania Twain et Avril Lavigne.» Transcendant. Et important. Des siècles de progrès technologique pour en arriver là.

Don Tapscott, gourou du management très connu dans le ROC, écrivait lui aussi sur l'apathie démocratique canadienne dans le *Globe* de jeudi. Le problème, selon lui, c'est que notre démocratie vit encore à l'époque des médias «broadcast», c'est-à-dire ces médias qui arrosent indistinctement une population.

Pour réinsuffler un peu de vie dans la démocratie canadienne, il propose plusieurs avenues. D'une part, rendre le mode de scrutin plus proportionnel. D'autre part — et c'est là que Tapscott se montre intéressant et original —, il propose diverses méthodes de délibérations publiques. D'abord, des «remue-méninges numériques» où des hauts fonctionnaires rencontreraient des citoyens en ligne pour discuter de nouvelles politiques publiques. Il dit qu'un premier ministre devrait faire des «périodes de questions virtuelles», c'est-à-dire des jurys de citoyens tirés au sort et auxquels on donnerait du temps pour s'informer, réfléchir et enfin juger des projets de politiques. Tapscott touche enfin à la notion de «deliberative poll», ou sondage délibératif. Les sondages traditionnels, tout comme les *focus groups*, déterminent plusieurs de nos décisions collectives. L'ennui: on ne donne jamais le temps de réfléchir à ceux qui y participent. Nous tranchons donc à partir d'impressions colligées que nous abandonnons par la suite en les qualifiant d'«opinion publique». Le sondage délibératif, fondé sur un échantillon aléatoire de personnes tirées au sort, donne du temps à la réflexion et procure donc un reflet de ce que serait l'opinion publique si elle était informée, dit Tapscott. Démocratie directe électronique? Non, dit-il, il faut se méfier de ces projets où le peuple «vote électroniquement après avoir regardé le bulletin de nouvelles». C'est peut-être là une bonne façon de «choisir une vedette canadienne [Canadian Idol], mais ce serait fou de gérer un pays de cette façon.»

### La presse



### du Canada

## IDÉES

Disparition de la Chaîne culturelle de Radio-Canada

## La culture, c'est se tenir debout dans la masse

ALINE APOSTOLSKA

Journaliste culturelle, écrivaine, directrice de collection et administratrice du Centre québécois du PEN International

La culture, c'est comme l'amour: la vraie question n'est pas combien mais comment. Ainsi, à l'annonce, si subtile, de la disparition de la Chaîne culturelle de Radio-Canada, notre devoir de vigilance, individuel mais surtout collectif, devrait nous conduire à nous concentrer non pas sur le nombre d'heures d'émissions culturelles qui seront «transférées» à partir de la fin d'août sur la Première Chaîne mais plutôt sur ce dont il est effectivement question: la disparition d'un espace sacré de liberté d'être, de penser et d'écouter.

Entendons-nous sur un point de départ: la décision de supprimer cette chaîne culturelle-là est sans doute une bonne décision, qui s'imposait de facto. Après quelques années passées à la dénaturer par petits bouts, soit en enlevant des personnes ou des émissions dont le ton, la forme ou les deux à la fois commençaient à dater pour introduire quelques autres personnes ou émissions plus en phase avec la réalité culturelle actuelle, et surtout avec leur mode d'expression, cette chaîne avait fini par devenir un objet hybride non identifié.

La Chaîne culturelle n'avait guère plus que son nom: «ça parlait» trop pour une chaîne musicale, mais «ça parlait» bien trop peu pour quelqu'un qui cherchait vraiment un espace où des gens parlent à des gens. C'est ici que la question est «qui parle de quoi et comment?» et non pas «combien de temps?».

Où sont les gens qui suscitent une réflexion de fond, des débats de fond, des entrevues longues et denses, une création libre de contingences médiatiques et mercantiles, avec une parole qui se déploie et avec une perspective différente de celle du magazine, sachant que le magazine, sous toutes ses formes, reste le domaine incontestable et incontesté de la Première Chaîne, laquelle, justement, a bétonné son identité, avec la crédibilité et le succès qui vont avec?

## Agitation

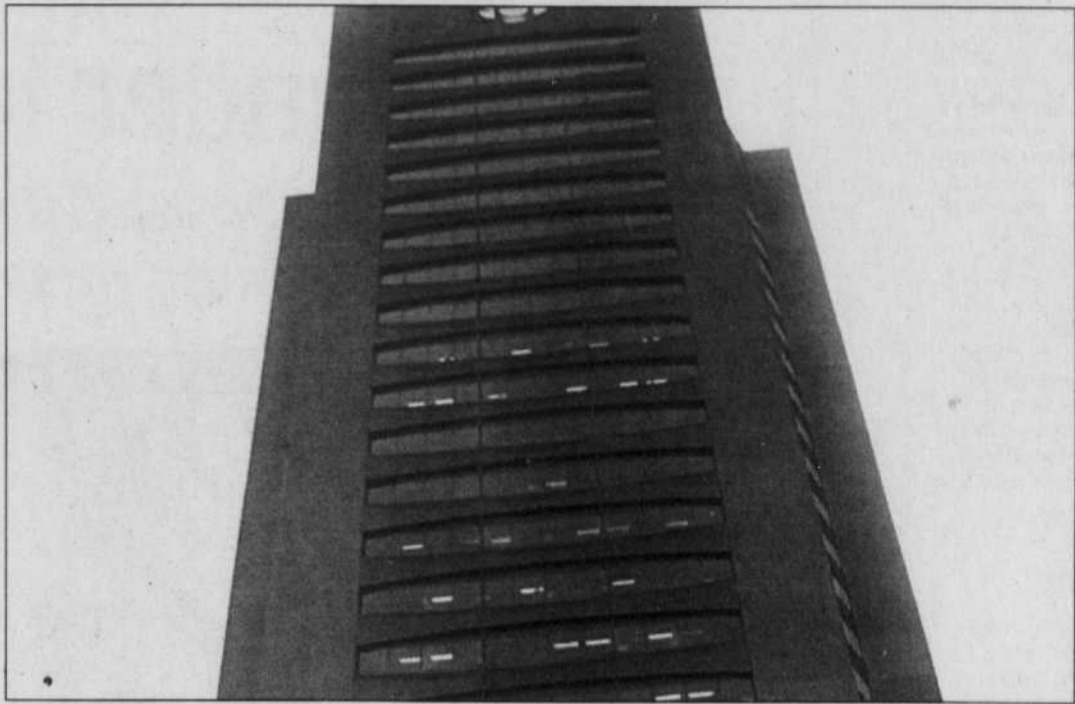
Sachez ceci: personne autant que les acteurs quotidiens de la Chaîne culturelle n'a répété ceci au cours des quatre ou cinq années précédentes. Invité à des journées de réflexion depuis février 2004, le personnel de la chaîne était heureux qu'on daigne enfin l'entendre, chacun sachant qu'il aiguillait lui-même l'épée de Damoclès qui pendait sur sa nuque. C'est ainsi que «les gens de la Chaîne culturelle» ont été les premiers à applaudir à l'annonce de leurs funérailles, le 7 mai à 10h, comme s'ils prononçaient leur propre éloge funèbre, et ce, à mon avis, au grand étonnement des cadres en présence et du vice-président lui-même.

Masochisme? Non pas. Professionnalisme. Être inquiet pour son avenir personnel n'empêche pas d'approuver la transformation d'une fréquence déjà presque musicale en véritable espace musical varié et cohérent.

Alors maintenant, il reste ces gens, dont on semble se préoccuper autant que des œufs au moment de faire une omelette. Le 14<sup>e</sup> étage de la Grande Maison, celui de la chaîne moribonde, où régnait jusque-là une rare et intelligente convivialité, ressemble ces temps-ci à un cimetière à l'air raréfié tandis que l'agitation secoue le 13<sup>e</sup>, étage de la Première Chaîne, qui n'en manquait déjà pas. Qui va aller où, et pour faire quoi? On propose des boulots au rabais, et il faudrait dire merci et faire comme si c'était une promotion!

Pourtant, malgré cette hypocrisie, là encore, la question se pose à un niveau plus collectif que simplement individuel. Va-t-on réussir à se caser quelque part ou va-t-on s'inscrire au chômage? Est-ce que cette question, bien sûr cruciale pour chacun, va masquer le fait qu'il s'agit, avec la disparition et non le transfert de la Chaîne culturelle, d'un virage de société?

Va-t-on répondre au comment et au pourquoi par un combien? Combien d'heures de culture, et combien d'auditeurs pour l'écouter? Tout cela fait miroiter un très dangereux miroir aux alouettes: plaquer



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le 14<sup>e</sup> étage de la Grande Maison, celui de la chaîne moribonde, où régnait jusque-là une rare et intelligente convivialité, ressemble ces temps-ci à un cimetière à l'air raréfié tandis que l'agitation secoue le 13<sup>e</sup>, étage de la Première Chaîne, qui n'en manquait déjà pas.

12 heures de culture (et, docteur, combien de cuillères à soupe de sirop?) à la Première Chaîne permettrait de bénéficier du large auditoire de celle-ci, ce qui va forcément renvoyer à modeler le contenu, les invités et la forme au goût du plus grand nombre, et non pas le contraire. Méchant sapin.

## Ne pas confondre

Quantifier la culture est aussi dangereux que de confondre la création et le spectacle, l'imaginaire et le divertissement, une œuvre et ses résultats commerciaux, l'être et le faire, l'apparence des faits avec leur mobile intérieur véridique. C'est oublier, ou sembler le faire, que l'argent sert à créer, et non le contraire.

La Première Chaîne remplit bien son propre mandat, et imaginer qu'elle change sa forme pour intégrer d'autres contenus ne semble ni possible ni souhaitable, sans compter que cela conduirait à une hybridité supplémentaire. Conclusion: c'est l'espace libre d'une création libre, qui témoigne de l'effervescence culturelle d'ici, qui disparaît. Et pas plus que le télécopieur n'a aboli le téléphone, dire qu'un médium se substituera à un autre, télévisuel ou électronique, est absurde et malhonnête.

La preuve se trouve au sein même de Radio-Canada: qu'y a-t-il à Arty qui ne vienne pas d'ailleurs? Le secteur même des nouveaux médias, qui avait mobilisé tant de fonds, ne vient-il pas de disparaître, renvoyant tout son personnel? La couverture des Jeux d'Athènes n'est-elle pas réduite à une peau de chagrin, éviée de toute dimension socioculturelle autre que les colonnes en stuc qui ornent l'entrée du bâtiment... à Montréal! Par ailleurs, comment ne pas s'inquiéter qu'on ait sauvé de justesse Télé-Québec ou la Cinéma-thèque, et pour combien de temps?

Qui va gouverner un seul «café littéraire» — la tarte à la crème de l'absence d'imagination! — prétende offrir ne serait-ce que le plus minimal reflet de la création littéraire d'ici mais aussi francophone dans son ensemble? Où irai-je écouter un écrivain me parler de sa vision du monde, celle qui me nourrit vraiment, même s'il est peu connu et n'est pas la «vedette» du moment, celle que je vois déjà partout à longueur d'émissions, de journaux et de comptoirs de best-sellers en librairie? Sur France-Culture, sinon sur CBC One, où je vais trouver satisfaction, je vous le garantis.

Et encore, la littérature reste «privilegiée» dans sa couverture. Que dire du théâtre, de la danse, des arts visuels, de l'histoire... Méchant lamination, par la sélection radicale de la visibilité, efficace et rentable.

Or, quelle que soit la manière dont on tourne et retourne la question, on ne sait que trop bien que le fait d'établir des liens systématiques entre culture et rentabilité reste un malentendu. Un malentendu mortifère. L'absence d'un espace adéquat abolit la véritable possibilité de vulgarisation, choisie et maîtrisée, pour la remplacer par la seule simplification, générale et indistincte.

## Le silence

Mais ce qui me sidère au-delà des mots reste ceci: la totale et absolue passivité du milieu artistique et intellectuel. Alors, voici donc un «pays» où on supprime un espace médiatique sans aucun problème. Oh, quelques bruits de couloir, quelques courbettes, deux ou trois larmes, et c'est bien tout. Pourtant, bien plus que les employés de la défunte Chaîne culturelle, c'est ce milieu qui est concerné par cette disparition, pour ne pas dire uniquement lui. Or ce milieu s'accroche à la promesse des fameuses 12 heures en serrant les dents et les fesses, et bientôt en allumant des cierges, sur un credo qui oscillera entre la jérémiade et le regret. Nul débat de fond, aucun questionnement.

On en viendrait à conclure qu'en effet, l'espace d'une culture libre et active à la radio n'a aucune raison d'être. Dans ce cas, la Première Chaîne remplira en effet tous les rôles et comblera tous les besoins, et on acquiescera à la perversion mathématique selon laquelle il y aura plus de culture puisqu'il y aura plus d'auditeurs!

Dire que les foudres tombent, encore récemment d'ailleurs, sur les dirigeants de France-Culture qui osent vouloir changer un peu les choses! Les 4 % de cote d'écoute de France-Culture restant infimes à côté de l'audience de France-Inter et même de FIP, c'est donc des foudres qui défendent un espace inviolable de liberté d'être, de penser, d'écouter, d'échanger... de s'opposer. Dese tenir debout dans la masse, selon ma propre définition de la culture.

Sans doute faut-il se réjouir de la disparition de cette chaîne culturelle-là car, désormais, une vraie chaîne culturelle, au ton et à l'image du moment, reste à créer. Peut-être.

Quantifier  
la culture est  
aussi dangereux  
que de  
confondre  
la création  
et le spectacle,  
l'imaginaire  
et le  
divertissement,  
une œuvre  
et ses résultats  
commerciaux

## Défusions municipales

## La paille et la poutre

Les villes défusionnées devront vivre avec les conséquences de leur décision

MICHEL-GUY HUOT

Québec

D'anciens maires et d'anciennes mairesses qui rient à se fendre l'âme pour vouloir retrouver leur ville d'antan («le sentiment d'appartenance à sa petite communauté») semblent ne pas se souvenir que dans bien des cas, ils étaient à la direction d'entités municipales qui étaient elles-mêmes le résultat de regroupements antérieurs réalisés il y a 30 ou 35 ans. Et on s'accommodait fort bien de ces plus grosses villes.

Citons quelques exemples: Beauport, qui regroupait Courville, Villeneuve, Giffard, Mastai, Montmorency, l'ancien Beauport, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, etc. Sainte-Foy, qui s'est agrandie des territoires dont elle a hérité. Loretteville, additionnée de Château-d'Eau. Charlesbourg, avec Orsainville, Notre-Dame-Laurentides, etc.

Cela s'est fait en général au début des années 70, mais c'était sous un gouvernement libéral, pas avec

les méchants «péquistes». Curieusement, on ne parle plus de cet ancien état de choses quand on a géré de plus grosses municipalités et que, maintenant, on ne veut pas, on ne veut plus faire partie d'une entité nouvelle...

On a évoqué le manque de référendums mais, on le sait, la question est plus profonde: on m'a enlevé «ma» ville! Pourtant, le sentiment d'appartenance n'a pas disparu. Qui, habitant Québec, ne s'identifie pas à son propre quartier, par exemple Limoilou, Montcalm, Les Saules, Neufchâtel, etc., qui sont d'ailleurs d'anciennes villes distinctes? Dans Beauport, on continue à se dire de Courville ou de Giffard...

Pourquoi cela ne continuerait-il pas avec la nouvelle capitale? On pourrait appliquer le même raisonnement à d'autres villes du Québec. Mais au nom du compte de taxes, au nom de l'esprit de clocher, au nom de mots malheureux (comme celui du maire L'Allier à propos de la banlieue, mot qu'on a monté en épingle sans en expliquer le contexte), on voudra revenir à son petit patelin dans bien des cas. Profiter

des infrastructures et du développement de la ville d'à côté le jour, mais demeurer dans son dortoir de ceinture la nuit.

Sans compter les motivations d'ordre linguistique dans certaines parties de l'île de Montréal... En passant, Westmount s'est-il porté à la défense de la francophone Saint-Boniface lorsque cette dernière a été fusionnée de force avec l'anglophone Winnipeg, au Manitoba, il y a quelques années?

Il faut se rappeler que la délimitation des entités municipales au Canada relève de la responsabilité des provinces. Le Québec n'a pas fait exception en procédant aux regroupements récents et en se prévalant de son pouvoir législatif (comme il l'a fait aussi pour les territoires scolaires).

Il est à espérer que le ministre ne reculera pas et que les entités municipales éventuellement issues de démembrements ne recouvreront pas tous leurs pouvoirs antérieurs à la fusion. Elles devront vivre avec les conséquences de leur décision (fiscalité d'agglomération, entre autres).



Denise Bombardier

## Silence, on pense

L'histoire est véridique. Une enseignante du cours primaire s'appête à prendre sa retraite après plus de 40 ans d'enseignement. Sa supérieure hiérarchique l'invite à mettre par écrit une sorte de bilan-réflexion afin de faire partager à ses collègues le fruit de tant d'expérience. L'enseignante hésite, puis finit par accepter sous la pression de sa compagne. Le texte, bien sûr, sera publié dans un bulletin destiné au corps professoral.

Notre héroïne du jour fut une institutrice plutôt traditionnelle, qui a douté de toutes ces méthodes d'avant-garde qui ont révolutionné les programmes avec les résultats que l'on connaît et qui obligent, entre autres, à faire du rattrapage en français écrit et à décerner des diplômes à des flopées d'étudiants à qui on a épargné les cours de mathématiques supposément obligatoires. Mais notre maîtresse, au cours de ces décennies perturbatrices, a manifesté de la bonne volonté et s'est adaptée, sa vocation d'enseignante — car c'est ainsi qu'elle définit ce que d'autres traitent comme un job — l'obligeant à évoluer.

Dans son texte, la maîtresse s'est tout de même permis une petite suggestion d'apparence anodin. Et si, en début de classe le matin, on demandait aux enfants de garder le silence? Cette petite minute de silence permettrait de se calmer et de se préparer l'esprit avant d'entrer dans la grande aventure de l'apprentissage. Le silence, en d'autres mots, comme préalable à penser, à réfléchir et, pourquoi pas, à se recueillir afin de retrouver à l'intérieur de soi la part de mystère. Même à six, sept ou dix ans.

Le texte fut jugé séditieux et, bien sûr, on l'écarta. Qu'est-ce que c'était que cette suggestion d'un autre âge! Certains ont dû suspecter une prière déguisée, d'autres une pratique d'une secte quelconque, quelques-uns ont estimé cette méthode anachronique. Toujours est-il que notre retraitée a quitté l'enseignement en emportant avec elle son expérience, sa réflexion et sa blessure, car n'y a-t-il rien de plus désolant que d'avoir le sentiment de prêcher dans le désert et de ne rien laisser en héritage à ceux qui prennent la succession?

Voilà donc identifiée une autre des peurs de l'époque. Car le silence, à vrai dire, inquiète et menace. Les inventions technologiques sont toutes au service de la communication, une autre façon de définir le bruit. La plupart des gens sont incapables de vivre sans bruit de fond. La télévision est ouverte à longueur de journée, la radio occupe l'espace sonore dans les lieux les plus inattendus comme les ascenseurs, les téléphones cellulaires sont devenus une véritable drogue dure, consommable même dans les endroits plus ou moins sacrés comme les salons funéraires, les chambres d'hôpital, les bureaux de psy ou les salles de cours. Avec le walkman, les sportifs s'assurent de fuir le silence même au fond des bois ou au bord de la mer. C'est peu dire qu'ils courent après le bruit.

Il serait étonnant, dans ce contexte, que la capacité de concentration de chacun ne soit pas altérée. Est-ce un crime de lèse-époque que d'estimer que la transmission des connaissances exige un environnement où le silence a droit de cité? Un musée, un lieu de culte impose à ceux qui y pénètrent un comportement fait de calme et de silence, si prononcé, est transformée en chuchotements et en murmures. Comment en sommes-nous arrivés à convertir les écoles et les collèges en discothèques où les cris tiennent lieu de conversation? Le silence seul distinguerait une école secondaire d'un centre commercial. Mais est-ce bien nécessaire lorsque le contenu pédagogique est considéré comme une marchandise au service de l'efficacité du produit, en l'occurrence le diplôme?

Revaloriser le silence comme une obligation à l'acte de penser, de réfléchir, d'apprendre. Faire l'éloge du silence, dernier refuge de l'intimité dans notre monde exhibitionniste, calque de la télé-réalité. Proposer le silence thérapeutique à tous les agités qui fuient l'angoisse dans l'activisme débridé et qui ne supportent pas ce qui leur apparaît comme un vide sonore. Mettre en avant le silence comme préalable à toute prise de décision importante.

La vie humaine repose avant tout sur la vie intérieure, dont le silence est la clé. Lorsque des éducateurs — dont la tâche essentielle, faut-il le rappeler, est la formation des esprits — dédaignent le silence au point de s'en méfier et de lui attribuer des pouvoirs négatifs, il y a de quoi désespérer de la vie intellectuelle. Dans les temps anciens, la fréquentation des églises, même sous la pression, obligeait les gens à vivre épisodiquement dans un lieu silencieux. On pensait au moins autant qu'on priait pendant ces moments passés à ne rien faire, à ne rien dire. Aujourd'hui, les bibliothèques demeurent les seuls vrais refuges pour le silence. Jusqu'au jour où un petit malin nous convaincra que la bibliothèque de l'avenir doit comporter un fond musical. Alors, il faudra organiser ce lobby, seule façon de se faire entendre de nos jours, dont le slogan sera: «Silence, on pense!»

denbombardier@earthlink.net

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères, ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre édit, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture); Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Rezy, Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire de la rédaction); Louise-Maude Rioux Soudy, Geneviève Ois-Dionne (commissaires); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Yvonnick Girard, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Séhu (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Daniel Badiot (responsable de la production), Nathalie Zennaro, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida; INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

# SCIENCES

EN BREF

## La plus haute station du monde

(ASP) — Ceux qui sont assez fous pour gravir l'Everest auront à leur disposition une station météo. La Chine prévoit d'installer à la fin de l'année, sur le versant tibétain, la station météo la plus haute du monde: 5200 mètres d'altitude. La station, qui fonctionnera sans personnel, recueillera les données classiques: température, humidité, vitesse des vents, pression de l'air, précipitations. Et bien qu'elle permettra de fournir des prévisions météo plus précises aux grimpeurs — jusque-là, la station la plus proche était à 90 kilomètres —, son but est plus noble: elle s'ajoute aux 41 stations météo chinoises de la région qui, reliées par satellite, recueillent des données sur l'évolution du climat à long terme.

## Collision avec une comète

(ASP) — Ça aurait pu être le premier écrasement sur une comète: lorsque la sonde américaine *Stardust* est passée à proximité de la comète *Wild 2* en janvier dernier et a recueilli quelques grains de poussière de sa queue, elle est en réalité passée beaucoup plus près d'une collision que les astronomes ne l'avaient calculé. Les photos ont révélé, des semaines plus tard, que des dizaines de jets de gaz et de poussière s'échappaient du noyau dur de la comète, alors que les experts estimaient qu'il n'y en avait que... un ou deux. Or, à la vitesse où filait la sonde — 22000 kilomètres à l'heure —, même un petit bloc de glace — une comète est une gigantesque boule de neige sale — aurait pu transpercer l'engin.

## De l'antigel dans une comète

(ASP) — Difficile de croire que ces boules de neige que sont les comètes contiennent de l'antigel! Et pourtant, il y en avait dans *Hale-Bopp*, cette comète qui nous a visités en 1997, a révélé l'astronome français Jacques Crovisier, dont l'équipe a analysé les radiations à ondes ultracourtes émises par ce corps céleste. Seulement 0,25% de la comète, il est vrai, est composé de glycol d'éthylène. Ce ne serait pas suffisant pour empêcher *Hale-Bopp* de fondre si elle s'approchait un peu trop du Soleil. Mais cette découverte représente tout de même une première, et à plus d'un titre car le glycol d'éthylène, en plus d'être un composant de l'antigel, est avant tout une molécule organique, et c'est la plus complexe des molécules organiques jamais identifiées sur une comète.

## Commerce et université

(ASP) — Les universités sont-elles de plus en plus sous la griffe du commerce? Ce n'est pas l'opinion de Jerry Thursby, de l'Université Emory à Atlanta, qui a analysé la carrière de 4702 chercheurs en science et génie qui, en 1993, travaillaient dans diverses universités américaines. Pendant la période couverte par son analyse, soit 1983-1999, 63% de ces gens n'ont fait aucune annonce publique — premier pas avant l'obtention éventuelle d'un brevet. Et parmi ceux qui se sont rendus jusqu'au brevet, seul un nombre infime s'est rendu jusqu'à la création d'une compagnie visant à recueillir les bénéfices de la découverte. Mais en chiffres absolus, le total est impressionnant: rien que dans le domaine des biotechnologies, depuis 1973, les universités américaines ont breveté plus de 4500 découvertes basées sur un gène ou un groupe de gènes. Là encore, seul un nombre infime a rapporté des sous. Mais cela a contribué à faire déferler sur les universités des investissements massifs venus du secteur privé, notamment des compagnies pharmaceutiques.

## Fantômes à l'université

(ASP) — À l'université des technologies de l'information de Copenhague, des fantômes hantent les murs et discutent avec les étudiants. Ce sont des intelligences artificielles capables de jaser. Par exemple, un fantôme peut vous accueillir dès que vous passez la porte. À l'aide d'un réseau sans fil, il vous guide jusqu'à votre local avec votre assistant numérique personnel. D'autres ne cherchent qu'à vous divertir, comme Thin Lizzy, une végétarienne qui pratiquait le yoga et fréquentait peu les hommes durant sa vie. Ce fantôme

frustré encourage maintenant les étudiants à profiter des plaisirs... Les chercheurs croient que la métaphore des fantômes se prête bien aux intelligences artificielles: selon eux, ce scénario encourage les gens à utiliser le système et à interagir avec lui. Les étudiants peuvent même voter pour les fantômes les plus populaires. De cette façon, ceux-ci améliorent leurs conversations et apparaissent plus souvent. Les moins populaires sont relégués dans les endroits les moins fréquentés. «C'est un laboratoire vivant où on apprend à *Big Brother* comment bien se comporter», affirme John Paulin Hansen, professeur adjoint impliqué dans le projet. Les chercheurs espèrent en apprendre plus sur une foule de domaines, dont la psychologie, la sociologie, l'acoustique, les réseaux sociaux... et l'intelligence artificielle.

## Apprendre en chantant

(ASP) — Comment glisser des termes complexes de physique à l'intérieur de chansons connues: c'est le truc que présentent les physiciens Dominic Dickson et Laura Grant dans la revue *Physics Education*, dans le but de rendre ainsi la physique plus attirante pour le grand public. Le titre de leur article: *Physics Karaoke: why not?*

## La première bouffe

(ASP) — Si vous trouvez qu'un enfant fait le difficile devant sa nourriture, ce n'est pas étonnant: il semblerait que ses goûts se soient développés avant même qu'il n'ait commencé à absorber du solide! Selon des chercheurs de Philadelphie, les habitudes alimentaires développées pendant les premiers mois de notre vie nous marqueraient jusqu'à la fin de nos jours. D'où l'intérêt de jeter un œil sur le mélange lait-céréales, aussi simpliste que celui-ci puisse sembler... et pour la maman qui allaite d'être attentive à ce qu'elle mange. Ces recherches du Centre Monell des sens chimiques, un organisme de recherche à but non lucratif, parues dans le journal *Pediatrics*, ont suivi 53 bébés, de l'âge de deux semaines jusqu'à l'âge de sept mois. La moitié s'est fait servir un mélange standard de lait pour bébé, «à saveur de céréale». L'autre a reçu une autre formule pour bébé, dite de protéine hydrolysate, qui contient des protéines prédigérées permettant au bébé de les absorber plus vite, mais qui a le désavantage d'avoir un arrière-goût. À sept mois, les bébés avaient la «chance» de pouvoir goûter à l'autre mélange. Ceux qui n'avaient jamais touché à la formule protéinée l'ont «violemment» rejetée, et les autres n'y ont jamais vu de problème, même après qu'on leur eut fait goûter à l'autre mélange, sans arrière-goût.

ESPACE

# Les Chinois renoncent à demander la Lune

## L'exploration du satellite de la Terre est abandonnée pour raisons financières

PIERRE HASKI LIBÉRATION

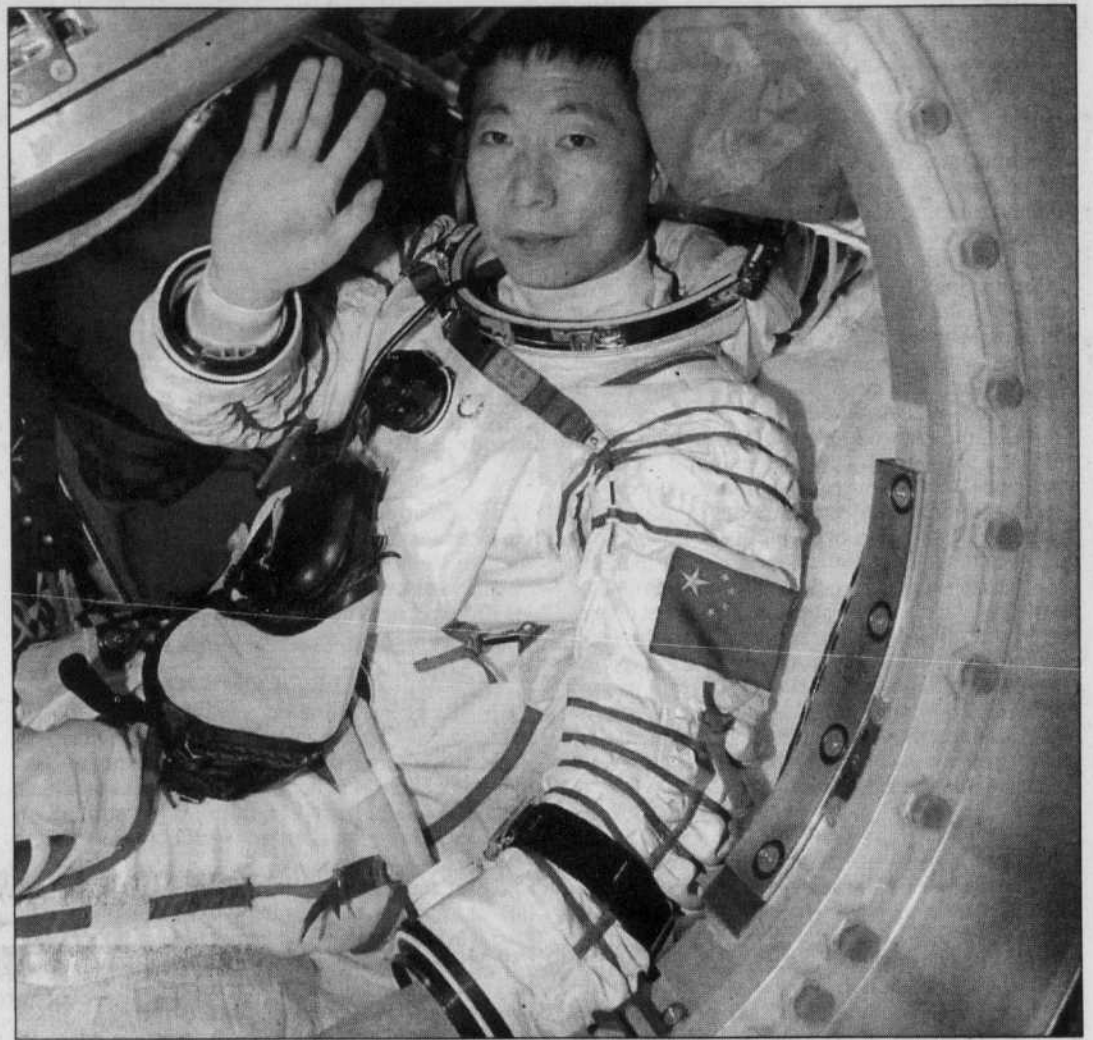
Pékin — Il n'y aura pas de Chinois sur la Lune. Le «père» du programme spatial chinois, Wang Yongzhi, a calmé hier l'euphorie qui avait accompagné l'envoi du premier «taïkonaute» chinois dans l'espace l'an dernier, en annonçant que, «pour des raisons financières», l'idée d'envoyer un homme sur la Lune était abandonnée. Cité par l'agence officielle Chine nouvelle, cet ingénieur de 72 ans a déclaré que son pays se contenterait de l'envoi de satellites en orbite lunaire.

Ce nouveau réalisme des décideurs chinois ne marque pas pour autant la fin des ambitions spatiales: Wang Yongzhi a confirmé que la Chine allait construire sa propre station au cours des 15 prochaines années.

En octobre, la Chine était devenue le troisième pays, après l'URSS et les États-Unis, à envoyer un homme dans l'espace. Le colonel Yang Liwei, premier «taïkonaute» chinois, avait effectué 14 orbites terrestres à bord de la capsule *Shenzhou V*. Cette soudaine irruption de la Chine populaire dans la cour des grands de la conquête spatiale avait été suivie d'une série d'annonces sur la suite du programme, toutes plus ambitieuses les unes que les autres.

La conquête de la Lune par étapes, «premier pas dans l'exploration de l'espace lointain», selon les officiels, semblait extravagante. Mais les déclarations de Wang Yongzhi paraissent d'autant plus réalistes que de nombreux Chinois trouvaient démesuré cet investissement spatial dans un pays toujours confronté à d'immenses défis de développement.

Le mois dernier, on pouvait même lire dans un journal officiel une longue critique du programme américain en direction de Mars, soulignant qu'il ne changerait pas la vie des gens et qu'il y a «tant à faire sur Terre...». Il suffisait de changer le nom des États-Unis par celui de la Chine pour avoir une critique cinglante du choix un peu mégalomane du pouvoir chinois. Le chef du programme spatial a cité le chiffre de 18 mil-



Le premier astronaute chinois, Yang Liwei, à bord de *Shenzhou V*, en octobre dernier.

liards de yuans (2,8 milliards \$CAN) investis en 11 ans par Pékin dans ce secteur, un montant jugé largement sous-estimé par les experts étrangers.

### Main tendue

Le projet de station chinoise défendu par Wang Yongzhi répond, pour sa part, à une apparente réticence américaine à ouvrir à la Chine les portes de la station internationale, dont font déjà partie 16 pays, incluant les États-Unis, la Russie et les Européens. Le mois dernier, une experte américaine des questions spatiales, Joan Johnson-Freeze, avait déclaré que ses interlocuteurs

chinois avaient été «choqués» par l'attitude américaine au lendemain du lancement réussi du premier «taïkonaute» en orbite terrestre. «Les Chinois sont choqués que les Américains ne saisissent pas leur main tendue, alors qu'ils souhaitent véritablement coopérer avec les États-Unis», avait-elle dit à son retour de Chine.

À l'opposé, les Russes ont publiquement annoncé que les Chinois seraient les bienvenus dans le programme international et les Européens ont lancé un gros programme de coopération spatiale avec Pékin. Les États-Unis seraient plus réticents, de crainte de voir émerger en Chine un rival

stratégique, et Washington soupçonne Pékin d'avoir des arrière-pensées militaires dans son programme spatial. Ce dernier est, de fait, entièrement géré par l'armée chinoise.

Les propos de Wang Yongzhi montrent que la Chine ne se laisse pas démonter par le refus américain et va de l'avant avec son propre projet. La Chine en a-t-elle les moyens? Cela reste à voir: la station spatiale internationale coûtera 95 milliards de dollars, partagés entre 16 nations. La posture est peut-être plus politique que scientifique: la Chine veut être prise au sérieux, dans l'espace comme sur Terre.

**Environnement Canada**

### Montréal

**Prévisions météo**

AUJOURD'HUI Ensoleillé max 17  
 CE SOIR Dégage min 7  
 DIMANCHE Ensoleillé max 18, min 7  
 LUNDI Possibilité d'averses max 18, min 9  
 MARDI Possibilité d'averses max 21, min 15

**La météo en un clin d'œil**

Hier Normales  
 Max. 21 21.1  
 Min. 11 10.6  
 Precip. 0.0 mm

Phases de la lune  
 6/3 6/9 6/17 6/25

Levage du soleil 5:11  
 Couchage du soleil 20:34  
 Indice UV -777

Canada	Le monde
St. John's 84	New York 19/12
Halifax 12/6	Chicago 22/4
Ottawa 18/4	Atlanta 29/20
Toronto 18/5	Miami 33/20
Winnipeg 18/10	Los Angeles 25/12
Edmonton 17/12	Rio de Janeiro 25/17
Regina 13/9	Amsterdam 21/9
Vancouver 17/10	Moscou 19/6
Whitehorse 18/3	Tokyo ? 99/99
Yellowknife 10/1	Sydney 17/10

Partez directement avec un prévisionniste

**Météo Conseil**  
 1-900-565-4455

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL [www.meteo.ec.gc.ca](http://www.meteo.ec.gc.ca)

La météo canadienne sur le Web

### MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12

**HORIZONTALEMENT**

1 - Petite chapelle. - Ustensile à forme conique.  
 2 - Incendie. - Pronom toujours sujet. - Racine vomitive.  
 3 - Défaillance. - Deux.  
 4 - Caractère de l'ancien alphabet des Germaniques. - Calme.  
 5 - Habilitation. - S'aventure.  
 6 - Issu. - Port de l'Inde. - Jeune rongeur.  
 7 - Inventent. - Éminence.  
 8 - Exprime le doute. - Écrivain algérien né en 1920. - Eau.  
 9 - Brome. - Richesse. - S'inscrire en faux.  
 10 - Outil de charpentier.  
 11 - Division de la Grèce. - Méga-octet. - Tragi-comédie de Corneille.  
 12 - Parent. - Pièce de la bride.

**VERTICALEMENT**

1 - Émanciper.  
 2 - Père du conjoint.

**Solution d'hier**

POÈME LYRIQUE  
 VOILER (DE LARMES)  
 BRUN PÂLE - UNITÉ POUR LA VENTE DU PAPIER  
 TROMPERIE - COUPE À RAS - VENU AU MONDE  
 INÉGALITÉ  
 MÏDI - POISSON D'EAU DOUCE  
 BORDURE - DE BON MATIN  
 FLEURET - CÔTÉ D'OU VIENT LE COURANT  
 DE BON MATIN - PARENTE  
 PAS AILLEURS - VENTE À PRIX RÉDUIT - INFINITI  
 HOMME MALHONNÊTE - RONGÉ

**VERTICALEMENT**

1 - Émanciper.  
 2 - Père du conjoint.

### MOTS CROISÉS LE MONDE

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I  
 II  
 III  
 IV  
 V  
 VI  
 VII  
 VIII  
 IX  
 X

**HORIZONTALEMENT**

I. Se déplace d'arbre en arbre. - II. Triangle dorsal. Pour communiquer, il faut le doubler. - III. Arturo. Il faut presque toujours la justifier. - IV. Protégé contractuellement. Baigne dans le bonheur. - V. Protéger des courants extérieurs. La moitié de tout. - VI. Ligne entre pont et coque. De même. - VII. Même la jungle a la sienne. Pour fêter les vainqueurs, sur le Danube ou dans les airs. - VIII. Ses sources sont nombreuses mais fragiles. Bord du bois. - IX. Mit fin. Collectivité locale. - X. Met fin à tous les frais.

**VERTICALEMENT**

1. Raille à tout propos. - 2. Programme plus ou moins suivi par les autres. - 3. Refus chez Tony, spectacle à Tokyo. Conseils nés de la révolution. - 4. Premier temps avant de jeter la fonte. Cours. - 5. Pays de Gascogne. Comme un pinson. - 6. Dans de nombreux domaines il est en

**Solution de la semaine dernière**

**HORIZONTALEMENT**

I. Désappointés. - II. Éléphant. Arc. - III. Mortifiée. OI. - IV. Igné. RMiste. - V. CEI. Ami. Gain. - VI. Nanisme. St. - VII. Ri. Un Marmaj. - VIII. Cru. Upej (jupe). - IX. Labres. Octet. - X. Équilibriste.

**VERTICALEMENT**

1. Demi-cercle. - 2. Éloge. Iraq. - 3. Sernin. Ubu. - 4. Apte. Au. RI. - 5. Phi. Annuel. - 6. PAF. Mi. Psi. - 7. Onirisme. - 8. Item. Major. - 9. Eiger. Ci. - 10. Ta. SA. Nets. - 11. Érotisa. Et. - 12. Scientiste.

Philippe Duguis